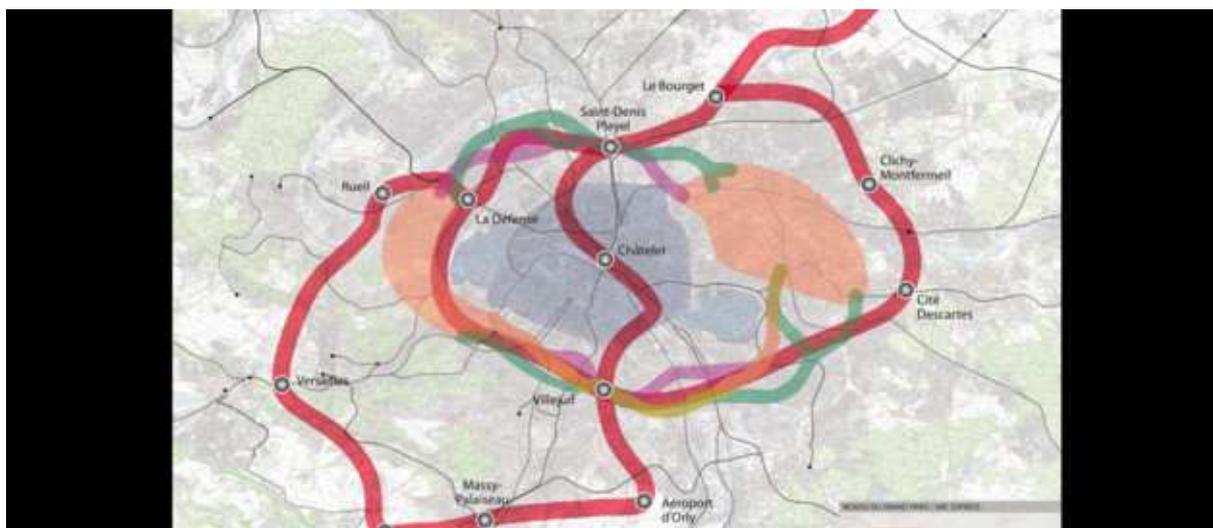


Grand Paris Express : un surcoût de 10 milliards d'euros ?

Mis en ligne le 04 décembre 2012 à 21h26, mis à jour le 04 décembre 2012 à 21h32 TF1 News



Commentaires de l'AMUTC

Cette carte illustre bien le fait que le GPE est en fait le métro du Grand Paris, purement et simplement. Le GPE reprend en partie le tracé d'Arc Express (en vert sur la carte), mais n'inclut pas la ligne orange de St Denis à Champigny.

Le président PS de la région Ile-de-France, Jean-Paul Huchon, a évoqué mardi un surcoût de 10 milliards d'euros pour le projet de supermétro automatique Grand Paris Express, une estimation qui prépare le terrain à l'annonce par le gouvernement d'un étalement des travaux en ces temps de crise.

Le supermétro Grand Paris Express coûte-t-il trop cher en ces temps de crise ? C'est ce qu'assure Jean-Paul Huchon, évoquant une rallonge nécessaire de 10 milliards d'euros au projet initial, qui atteint déjà la bagatelle de 20 milliards. Un projet de métro desservant la banlieue destiné à désengorger un réseau vieillissant, saturé et passant systématiquement par le centre de la capitale.

Commentaires de l'AMUTC

Un dépassement de 50 % au bout d'un an ! Bravo l'Etat ! Bravo la Région !

Pour le président de la région IDF, cette hausse de l'addition est une évidence : **"Bien sûr qu'on sait que cette opération sera fatalement plus coûteuse, on le sait depuis le début"**, a déclaré M. Huchon, lors de son audition mardi devant la commission du Développement durable de l'Assemblée nationale. Jean-Paul Huchon a parlé d'un chiffre "qui risque d'être de l'ordre de 30 milliards au lieu de 20 milliards" prévus dans l'accord-cadre signé en janvier 2011 entre la région et l'Etat pour ce projet voulu par l'ancien président Nicolas Sarkozy.

Commentaires de l'AMUTC

Cela montre bien le caractère politicien de « l'accord-cadre » décidé avant la fin du débat public en cours en janvier 2011 (**ce qui est illégal**). Le GPE a obtenu un large soutien en faisant semblant de retenir à la fois le métro Sarkozy et Arc Express, **qui sont incompatibles et infinançables**. Ce tour de passe-passe a permis de distribuer des dizaines de gares aux élus de tous bords qui sont devenus des soutiens zélés du GPE, sans se soucier de la qualité du service rendu aux usagers (mauvais maillage du réseau) ni du bon usage des fonds publics (environ la moitié des km prévus devraient être desservis par des infrastructures moins lourdes et moins coûteuses).

La ministre de l'Égalité des territoires en charge du Grand Paris, Cécile Duflot, a mandaté Pascal Auzannet, ancien de la RATP, pour rédiger un rapport qui doit faire le point sur le coût estimé de ce projet majeur d'infrastructures de transports. Ce rapport doit permettre au gouvernement de décider de l'étalement des travaux en fonction des besoins des populations. "Si ce que dit Jean-Paul Huchon est vrai, cela vient plutôt confirmer des inquiétudes qu'avait Cécile Duflot, et ce depuis un moment", a déclaré de la ministre écologiste.

Huchon évoque une erreur de calcul

Opposante au projet quand elle était chef de file des écologistes au conseil régional d'Ile-de-France en dénonçant un coût sous-estimé, Mme Duflot a désormais la charge de ce projet structurant de la région capitale. Elle n'a eu de cesse de dire que l'Etat poursuivrait ce chantier de supermétro, qui doit voir le jour à l'horizon 2025. "Mais aujourd'hui, nous ne sommes pas en mesure de citer un quelconque chiffre : nous attendons la remise du rapport Auzannet qui doit avoir lieu d'ici une semaine au plus tôt", a ajouté son entourage.

Selon M. Huchon, "une grande partie" de ce qui pourrait expliquer ce surcoût "sont les interconnexions, les nouvelles gares", au nombre de 72 pour rythmer les 200 km de nouvelles lignes en rocade autour de Paris. Egalement président du Stif, l'autorité organisatrice de transports en Ile-de-France qui a en charge la maîtrise d'ouvrage d'une partie du projet, Jean-Paul Huchon a mis en cause la Société du Grand Paris (SGP), la structure ad hoc créée par le gouvernement Fillon. "Il semble qu'il y ait eu une erreur dans les calculs de la SGP, c'est qu'ils n'ont compté que leur participation et pas le montant total des travaux", a déclaré M. Huchon. "C'est sûr que sur la ligne orange (celle que doit faire le Stif, ndlr) il y a 2 milliards qui sont avancés par la SGP mais le coût de l'opération est plus près de 5 mds que de 2. Donc si on ne compte que les participations et pas le coût réel, on risque d'oublier quelque chose", a-t-il expliqué.

Commentaires de l'AMUTC

Des arbitrages seront nécessaires. L'efficacité commande de donner une priorité totale à la rocade de proche banlieue qui maille le réseau, afin de la boucler très rapidement, condition de son efficacité. Le reste du GPE devrait être audité sérieusement pour définir l'infrastructure répondant le mieux (et au meilleur prix) aux besoins des usagers des zones enclavées (comme Clichy Montfermeil et Neuilly sur Marne)

Grand Paris Express: surcoût de 10 mds

AFP Mis à jour le 04/12/2012 à 20:06 | publié le 04/12/2012 à 19:17

Le président PS de la région Ile-de-France Jean-Paul Huchon a évoqué un surcoût de 10 milliards d'euros pour le projet de supermétro automatique Grand Paris Express, lors de son audition mardi devant la commission du développement durable de l'Assemblée nationale. "Bien sûr qu'on sait que cette opération sera fatalement plus coûteuse, on le sait depuis le début", a déclaré M. Huchon, parlant d'un chiffre "qui risque d'être de l'ordre de 30 milliards au lieu de 20 milliards".

La ministre de l'Égalité des territoires en charge du Grand Paris, Cécile Duflot, a mandaté Pascal Auzannet, ancien de la RATP, pour rédiger un rapport qui doit faire le point sur le coût estimé de ce projet majeur d'infrastructures de transports. Ce rapport, qui doit être remis de manière imminente, doit permettre au gouvernement de décider de l'étalement des travaux. "Une grande partie des choses que M. Auzannet va rajouter pour arriver à ces 30 milliards, ce sont les interconnexions, les nouvelles gares", a ajouté Jean-Paul Huchon devant les députés.

Egalement président du Stif, l'autorité organisatrice de transports en Ile-de-France qui a en charge la maîtrise d'ouvrage d'une partie du projet, Jean-Paul Huchon a mis en cause la Société du Grand Paris (SGP), la structure ad hoc créée par le gouvernement Fillon. Le Grand Paris Express, ce sont près de 200 km de nouvelles lignes de métro et 72 gares à l'horizon 2025, essentiellement en rocade autour de Paris, destiné à désengorger un réseau vieillissant, saturé et passant systématiquement par le centre de la capitale.

Selon Huchon, le Grand Paris Express coûtera 10 milliards de plus

Métro 4.12.2012

TRANSPORTS - Le président PS de la région Ile-de-France a évalué mardi le projet de supermétro automatique à 30 milliards, contre 20 milliards dans les précédentes estimations. Le projet doit faire l'objet d'une évaluation au sein du gouvernement.

Le projet du Grand Paris Express était évalué à 20 milliards d'euros. Le projet de supermétro automatique autour de Paris coûterait en réalité 30 milliards d'euros. C'est ce qu'a affirmé mardi le président PS de la région Ile-de-France, Jean-Paul Huchon, lors de son audition mardi devant la commission du Développement durable de l'Assemblée nationale.

"Bien sûr qu'on sait que cette opération sera fatalement plus coûteuse, on le sait depuis le début", a déclaré Jean-Paul Huchon, parlant d'un chiffre "qui risque d'être de l'ordre de 30 milliards au lieu de 20 milliards".

Le gouvernement refait les comptes

La ministre en charge du Grand Paris, Cécile Duflot, avait assuré en octobre que l'Etat poursuivrait le chantier du supermétro, lancé sous la précédente majorité. Elle avait toutefois indiqué vouloir "aller jusqu'au bout du chiffrage" et phaser le projet en fonction des besoins des populations. [A ce titre, la ministre attendait les résultats d'une expertise confiée à Pascal Auzannet, ex-directeur du RER à la RATP, le 30 novembre.](#)

Commentaires de l'AMUTC

Le 5 décembre on ne sait pas si le rapport a été remis ni ce qu'il contient. Le respect des élus, des habitants et des usagers implique que le rapport soit complètement publié à bref délai. Va-t-on renouveler l'embargo maintenu sur le premier rapport Auzannet qui reste secret en violation flagrante de la loi sur l'accès aux documents administratifs ? L'AMUTC va être obligée de saisir la CADA pour obtenir communication du rapport.

Le gouvernement devrait prochainement présenter ses priorités pour la création du nouveau réseau métropolitain. La totalité du projet représente 200 kilomètres de lignes nouvelles et 72 gares, dont la réalisation devait en principe s'échelonner jusqu'à 2025.

SGP : 2^e acquisition de foncier pour la réalisation du GPE

04.12.2012 BUSINESS IMMO

La Société du Grand Paris (SGP) a acquis une parcelle nécessaire à la réalisation de la gare Champigny-Centre sur la Ligne Rouge Sud (Pont-de-Sèvres/Noisy-Champs) du Grand Paris Express. Cette première acquisition foncière de la Société du Grand Paris dans le Val de Marne concerne une parcelle de 3 750 m², qui inclut le centre technique municipal de Champigny. D'un montant de 4,1 M€, [cette transaction permet à la SGP d'acquérir l'emprise foncière nécessaire à la construction de la gare interopérable ligne rouge - ligne orange de Champigny-Centre](#) et à la ville de reconstruire un centre technique municipal.

Commentaires de l'AMUTC

L'interopérabilité suppose que les trains venant de Villejuif puissent aller indifféremment vers Val de Fontenay ou vers Noisy Champs, avec une correspondance quai à quai. Elle reste à vérifier et paraît incertaine. Il a en effet été impossible, lors de la concertation « renforcée » sur la ligne rouge sud d'obtenir un plan, voire un schéma, permettant de vérifier comment cela pouvait fonctionner.

La SGP avait acquis, fin octobre, la majorité des lots de copropriété de trois immeubles, à la place desquels sera réalisée la gare Issy RER, dans les Hauts-de-Seine, pour un montant de 5,428 M€.

"Concernant les autres acquisitions foncières nécessaires à la réalisation de la Ligne Rouge Sud, la Société du Grand Paris a engagé les négociations avec tous les propriétaires de parcelles en surface" précise le communiqué.